



**Sous réserve de modifications. Seul le texte prononcé fait foi.**

**Le discours en ligne:**  
**[www.bundespraesident.de](http://www.bundespraesident.de)**

Berlin, 13/01/2021  
page 1 de 7

**Discours de Monsieur Frank-Walter Steinmeier,  
Président de la République fédérale d'Allemagne,  
à l'occasion de l'ouverture de la table ronde organisée  
pour l'anniversaire de la fondation de l'Empire  
allemand en 1871  
le 13 janvier 2021 au château de Bellevue**

Helmut Plessner parle de « nation tardive », Michael Stürmer d'« empire agité », Volker Ullrich de « grande puissance nerveuse » et Thomas Nipperdey d'« État de puissance avant la démocratie ». Les historiens n'ont cessé en fait de qualifier l'Empire allemand de problème de l'histoire allemande.

Les dates anniversaires arrivent automatiquement, constatait Gustav Heinemann à l'occasion du centenaire de la fondation de l'Empire allemand. Il y a cinquante ans, on commémorait l'unification de l'empire dans un pays à nouveau divisé. Cette situation suffisait sans doute à expliquer le manque d'ambiance festive. Mais le malaise de Gustav Heinemann était plus profond. Il ne voyait pas pourquoi fêter la fondation d'un empire qui, un siècle plus tôt, avait certes assuré l'établissement de l'unité extérieure de l'Allemagne mais ni l'unité intérieure et la liberté de ses citoyennes et citoyens ni la paix extérieure.

Pour la société allemande de l'après-guerre – à plus forte raison après la division du pays –, la commémoration de la proclamation de l'Empire allemand à Versailles le 18 janvier 1871 ne signifiait plus grand-chose ni d'un côté de la frontière ni de l'autre.

Aujourd'hui, en pleine pandémie et dans le contexte actuel de restriction des déplacements et des contacts, on a envie de dire : les journées commémoratives arrivent parfois non seulement automatiquement mais aussi au mauvais moment.

RESPONSABLE	Anna Engelke
ADRESSE	Bundespräsidialamt 11010 Berlin
TÉL	+49 30 2000-2021
FAX	+49 30 1810200-2870
COURRIEL	presse@bpra.bund.de
INTERNET	www.bundespraesident.de

Car aujourd'hui non plus, ce me semble, personne n'est plus en demande de célébration nationale de la fondation de l'Empire allemand. Le 18 janvier n'est pas une date présente dans la mémoire collective des Allemands. Et ceux pour qui le jour de la proclamation de Guillaume 1er comme empereur de l'Allemagne au château de Versailles a encore un sens ressentent au mieux une certaine ambivalence face à un événement dont le geste triomphal non seulement visait à humilier l'adversaire vaincu, la France, mais fondait également un empire qui devait à nouveau s'achever par une guerre avec la France.

Nous, Allemands, sommes aujourd'hui aussi indifférents à l'Empire allemand qu'aux monuments et aux statues des rois, empereurs et chefs militaires de l'époque. S'ils font partie du paysage urbain à Berlin et dans bien d'autres lieux, ils n'en dégagent pas pour autant un attrait marquant. Ils semblent plutôt constituer une coulisse devenue muette qui ne dit plus rien à la plupart d'entre nous. Un monument d'architecture reconstruit comme le château de Berlin, en référence à l'Empire de Prusse, doit commencer par trouver une nouvelle identité et une fonction dans la démocratie, ce qui, nous le savons tous, est déjà assez difficile.

Notre regard sur cette période de l'histoire allemande est interrompu, par les guerres déjà qui ont imposé l'unité, mais surtout par les catastrophes du XXe siècle. Il est impossible de considérer rétrospectivement l'Empire allemand en faisant abstraction du génocide, des deux guerres mondiales et d'une république détruite par ses ennemis. Comment pourrait-il en être autrement ?

Mais c'est précisément ce qui rend ce regard en arrière si intéressant et instructif. La continuité et la fatalité sont deux choses différentes. Certes, elle existe, la voie militaire qui relie toutes les guerres, de 1871 à 1945. Et pourtant, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de voies qui auraient pu conduire dans d'autres directions ou à d'autres évolutions, des voies pour lesquelles on aurait pu opter. Qui se contente de lire l'histoire à rebours se prive de toute possibilité de l'appréhender, occulte les marges de manœuvre et la responsabilité individuelle.

Le national-socialisme ne fait plus figure de « bloc erratique » situé entre le présent de l'Allemagne et son passé depuis que l'on a enfin commencé à l'étudier en tant que tel, depuis que l'on ne nie plus ce qui est arrivé dans la « maison meurtrière » dont Golo Mann écrivait en 1958 qu'elle reste gravée en tant que « maison maudite » dans la mémoire allemande. « Ne nions pas ce qui s'y est passé », insiste-t-il. « Mais ne croyons pas non plus que tous les chemins de l'histoire allemande ne pouvaient qu'aboutir à cette issue fatale. Et évitons de penser et d'agir comme si nous n'avions tout simplement pas de passé

(...), l'histoire n'est pas morte. C'est ce qui nous a précédés qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. »

C'est aussi et justement à travers l'étude et, je l'affirme, la querelle sur notre histoire que nous acquérons une conscience vivante de notre présent. Qui veut défendre le parlementarisme et la démocratie dans notre pays doit connaître aussi bien leur histoire et leur contexte que celle et celui de leurs adversaires, doit affiner sa perception de la continuité et des ruptures dans l'histoire et remonter plus loin dans le passé, jusqu'à l'époque du mouvement de libération, du « Vormärz » et du mouvement révolutionnaire de 1848.

Qui estime pouvoir traiter le national-socialisme comme un phénomène marginal de l'histoire allemande ignore une bonne partie de l'hypothèque que représentaient le militarisme, l'arrogance nationale, l'antiparlementarisme et l'antisémitisme.

Notre rencontre d'aujourd'hui a lieu pour de bonnes raisons : chaque génération est confrontée à d'autres questions et a ses propres questions à poser à l'histoire. On sait aujourd'hui dans quelle tradition s'est inscrite l'Allemagne réunifiée il y a trente ans. Ce sont les traditions de la liberté, de la démocratie et d'un ordre de paix européen. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit obsolète de se pencher sur l'histoire de l'Empire allemand et sa fondation.

Au contraire ! Aujourd'hui tout particulièrement, à un moment où nous nous posons justement des questions analogues sur notre époque, cela vaut la peine de s'interroger à nouveau sur cette époque passée, de retracer ses traditions et ses ruptures dans le contexte de notre propre histoire.

- L'ascension de l'Empire allemand vers une puissance militaire et économique mondiale rappelle à certains la montée en puissance actuelle de la Chine.

- La modernisation et les mutations rapides à cette époque sont en effet à l'origine d'un climat d'incertitude qui suscita une flambée du nationalisme et du populisme. Nous assistons aujourd'hui à des réactions similaires suite à la mondialisation et à la transformation de la société.

- Et des historiens comme Christopher Clark et Hélène Miard-Delacroix voient même dans la personnalité et la manière de gouverner de Guillaume II des parallèles avec le président américain sortant. Un retour à l'égoïsme national et à une politique de puissance brutale menace-t-il la politique mondiale, comme celui qui a conduit jadis à la Première Guerre mondiale ?

Le cercle restreint réuni aujourd'hui a déjà à lui seul rassemblé quantité de nouvelles réponses et de constats. Mesdames, Messieurs, je vous remercie beaucoup d'avoir répondu à notre invitation et – dans

la mesure où cela vous a été possible – d'être venus à Berlin, l'ancienne capitale de la Prusse disparue.

J'ai en tout cas l'impression qu'il ne saurait y avoir d'opinion divergente concernant la paternité prussienne de cette date anniversaire : l'Empire allemand proclamé le 18 janvier 1871 est une création prussienne, au-delà de l'unification des Länder allemands également souhaitée ailleurs. Et nulle part ailleurs, à l'exception de Potsdam peut-être, l'héritage de la Prusse et les héritiers de la Prusse ne sont aussi présents qu'à Berlin.

Nous venons effectivement de voir renaître sous nos yeux certains édifices comme le château de Berlin des Hohenzollern, une reconstruction à double visage, historique et moderne.

Quelle idée aurait pu, mieux que le Humboldt Forum, illustrer cette pénétration possible du passé dans le présent ? Un lieu dont le nom s'inscrit dans la tradition de l'Aufklärung prussienne mais aussi un lieu où l'on pourra visiter l'héritage impérial du colonialisme allemand et s'interroger sur cet héritage, et qui fait d'ores et déjà débat avant même l'ouverture au public. Traiter aujourd'hui le passé, y compris notre histoire coloniale, demeure à la fois un défi et un ambitieux processus d'apprentissage.

Le double visage du château de Berlin reconstruit me semble correspondre à l'empire des Hohenzollern lui-même. Cet empire qui a duré à peine un demi-siècle se situe entre la réaction et la modernité, et des personnalités aussi différentes que Heinrich et Thomas Mann ont pu découvrir en lui des aspects diamétralement opposés, l'un le considérant comme un lieu de violence, d'oppression de la liberté, alors que l'autre voyait encore en lui en 1914 un « empire social » méritant d'être défendu au cours d'une « grande guerre nationale foncièrement honnête, voire solennelle ».

Il est certain que rares ont été les Allemands qui ont par la suite révisé leur jugement aussi radicalement et ouvertement que Thomas Mann. Lorsqu'il proclame son attachement à la République de Weimar en 1922, ce dernier déclare que la démocratie est plus proche de la culture et de la tradition allemandes que l'obscurantisme wilhelminien.

Effectivement, l'unification de l'Empire, que Bismarck avait fini par imposer dans l'intérêt de la Prusse, cette unification tant attendue et qui avait auparavant échoué, développa une dynamique impressionnante, la révolution d'en haut favorisant des progrès dans l'économie, la science, la technique et la culture.

Dans la législation et la jurisprudence, la République fédérale d'Allemagne s'inscrit elle aussi encore dans la tradition de l'Empire allemand. Le code civil allemand ainsi que les débuts de la juridiction administrative ou la législation sociale bismarckienne constituent le fondement de l'histoire du droit allemand. Elle perdure jusqu'à

aujourd'hui dans ses structures fondamentales, même si de nombreuses couches d'ajustements nécessaires sont venues se superposer.

Le suffrage universel pour les hommes introduit en 1867 dans la Confédération de l'Allemagne du Nord et en 1871 dans l'Empire allemand était considéré comme le plus progressiste de son temps. C'est peut-être ce qui explique le plus clairement l'ambivalence de l'évolution politique de l'Empire allemand.

Pour Bismarck, le droit de vote visait avant tout à servir ses intérêts personnels. Il espérait ainsi gagner les voix de la population masculine rurale conservatrice. Il ne voulait pourtant en aucun cas d'une démocratie dans laquelle les élus du peuple détermineraient l'action du gouvernement. Bismarck avait exprimé un jour son mépris du parlement et de la démocratie en ces termes : « Ce n'est pas par des discours et des votes de majorité que les grandes questions de notre temps seront résolues (...), mais par le fer et le sang. ».

Par une ruse de l'histoire, l'intention de Bismarck ne s'est réalisée qu'en partie.

Le droit de vote contribua à l'époque considérablement à la politisation de la société, au renforcement de l'opposition, à la formation du système de partis et à la tradition parlementaire de l'Allemagne. Je songe à d'illustres députés venant des horizons politiques les plus divers comme Ludwig Windthorst, Eugen Richter ou August Bebel.

Mais ces parlementaires virent leur réputation grandir surtout dans l'opposition au gouvernement car ils ne parvinrent pas à obtenir des responsabilités au sein de ce dernier. Dans le monde de Bismarck, le gouvernement contrôlait le parlement, et non l'inverse.

En dépit du droit de vote et du Reichstag, il n'y avait pas de processus démocratique qui puisse résoudre les conflits sociaux et assurer la cohésion de la nation. C'était à la lutte contre les ennemis extérieurs et à l'exclusion de soi-disant ennemis de l'intérieur de garantir la cohésion interne de l'Empire. Cela s'effectua, selon les circonstances, au détriment avant tout de la population polonaise et catholique, mais aussi de l'opposition social-démocrate, et finalement de la population juive qui disposait formellement des mêmes droits mais faisait néanmoins l'objet d'un antisémitisme croissant.

Quelles conclusions peut-on et veut-on tirer de cette évolution ? Cette question est tout à fait d'actualité : une nation ne repose pas sur l'homogénéité ethnique et religieuse, et le patriotisme n'est pas un privilège de l'aile droite. Le suffrage universel ne fait pas à lui seul une démocratie. Lorsque la démocratisation de la société, l'émergence de la société civile, l'exercice de la liberté d'expression et le droit à la participation ne correspondent pas aux possibilités du parlement de

prendre part à l'action du gouvernement et que le parlement reste durablement exclu du gouvernement, alors le simple exercice périodique du droit de vote peut également soutenir un régime autoritaire. Néanmoins, une démocratie ainsi dirigée ne peut assurer durablement la cohésion et la stabilité d'une société.

Pourquoi l'Empire allemand, en dépit de ses progrès et de ses emprunts à la modernité, n'a-t-il pas été une réalisation durablement réussie ? Il existe bien plus d'une réponse à cette question et je ne doute pas que nous en entendions plusieurs au cours de notre discussion.

Mais l'une de ces réponses en tout cas est pour ainsi dire incontestée : la « guerre » en tant que mythe fondateur idéalisé, et surtout l'empreinte spécifiquement prussienne du militarisme.

Dès le début, il y a eu des oppositions à l'unification de l'Empire allemand obtenue par la Prusse après trois guerres, proclamée sur le sol français et payée avec le tribut de l'inimitié de la France. La proclamation de Guillaume 1er comme empereur d'Allemagne déclencha même au sein de sa propre famille un certain malaise. Le prince héritier craignait les conséquences de la politique bismarckienne du sang et du fer qui, disait-il, avait certes rendu l'Empire « grand et puissant » mais l'avait par ailleurs privé de ses amis, des sympathies du monde et de sa « bonne conscience ».

Selon les explications de Heinrich August Winkler, le rôle social de l'armée et de son corps des officiers, et en particulier le commandement exclusif du roi de Prusse, laissaient pointer un peu d'absolutisme dans le présent de l'Empire allemand. La plus lourde hypothèque pour la République qui succéda à l'Empire était cependant en réalité que le parlement ne fut mis face à ses responsabilités qu'après l'échec de l'ancienne élite. Ainsi, la responsabilité de la défaite de l'Empire allemand pendant la Première Guerre mondiale devait, elle aussi, être attribuée aux forces démocratiques. Ce qui, plus tard, servit en tant que « légende du coup de poignard » à mobiliser les ennemis d'extrême droite de la République constitua un lourd fardeau pour la République de Weimar.

Cette hypothèque, c'était justement avant tout le mépris du pluralisme et de la démocratie manifesté par le régime impérial et ses élites. « La réponse allemande à la liberté, l'égalité et la fraternité, quintessence de la démocratie occidentale, se traduisait en gros par ordre, discipline et intériorité », comme le résume fort bien Heinrich August Winkler. Guillaume II appelait le parlement la « maison des singes de l'Empire ». Le rejet de la démocratie comme étrangère et non allemande s'est révélé funeste. Quand les Allemands ont et doivent avoir un problème avec l'héritage de l'Empire allemand, ce n'est pas qu'ils occultent l'histoire.

Avons-nous besoin aujourd'hui d'une « intervention politico-historique » ? Devons-nous nous défendre contre les tendances néo-nationalistes actuelles ? Qui répond par la négative doit avoir une grande confiance dans la capacité de résistance des institutions démocratiques, pas seulement dans les siennes. Mais qui répond par la négative avec assurance ignore éventuellement aussi le mépris des adversaires de la démocratie pour leurs institutions. La vue des drapeaux de guerre du Reich sur les marches du Reichstag, les images de la tentative d'assaut de notre parlement il y a quelques mois et de l'assaut du Capitole il y a quelques jours devraient au moins ébranler notre assurance. La démocratie n'a pas seulement besoin de défenseurs sûrs d'eux, elle a également besoin de défenseurs habiles et résistants.

La question du legs de l'Empire allemand – jusque dans l'Allemagne contemporaine – reste donc importante. Nous ne devrions pas considérer avec embarras et perplexité ce que nous avons hérité de cette époque. Il nous faut comprendre cet héritage et le resituer dans son contexte, le faire parler à nouveau et en tirer les enseignements pour aujourd'hui et pour demain.

C'est ce que je me propose de faire avec vous, mes invités.